MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

FRANCE22
PRÉSIDENCE FRANÇAISE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

VEILLE ÉCONOMIQUE

ENVIRONNEMENT – ENERGIE – ENTREPRISES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE BERLIN

N°3 – Mars 2022

Sommaire :

- CLIMAT-ENERGIE-ENVIRONNEMENT-LOGEMENT 2
  1. Guerre en Ukraine : l'Allemagne cherche à diversifier son approvisionnement en énergie 2
  2. Prix de l'énergie : nouvelles mesures de soutien aux ménages 2
  3. Un « paquet législatif de Pâques » pour accélérer sur les énergies renouvelables 2
  4. Prévenir et mieux arbitrer les conflits d'usage entre protection de la nature et du climat 3
  5. Le ministère de l'Environnement présente deux programmes d'urgence 3
  6. L'Allemagne a vu ses émissions de GES augmenter de 4,5% en 2021 4
  7. Rapport critique de la Cour fédérale des comptes sur la politique climatique allemande 4
- TRANSPORTS 4
  1. Prix de l'énergie : une mesure-phare pour les transports publics de proximité 4
  2. 3 Md€ de subventions du Bund pour les voitures électriques en 2021 5
  3. 600 M€ de subventions alloués pour des bus propres 5
  4. Deutsche Bahn : un chiffre d'affaires record et des pertes limitées en 2021 6
  5. Inauguration de l'usine Tesla à Grünheide 6
  6. Coopération entre DHL et la Deutsche Bahn pour des points de retrait dans les gares 6
- ENTREPRISES ET INTERNATIONAL 6
  1. Les entreprises de plus en plus touchées par la guerre en Ukraine et les sanctions qui en découlent 7
  2. Le gouvernement fédéral annonce un « bouclier protecteur pour les entreprises touchées par la guerre » 7
  3. L'Allemagne fait face à une pénurie de matières premières 7
  4. Le climat des affaires se détériore 7
  5. Annonce du « niveau d'alerte précoce » du plan d'urgence gazière 8
  6. Malgré la guerre en Ukraine, le commerce extérieur allemand a atteint un niveau record en février 8
  7. Année record pour les entreprises cotées en bourse 8
  8. Prise de contrôle de l'entreprise Gazprom Germania par l'Agence fédérale des réseaux 8
  9. Bayer investit 2 Md€ dans un réseau de production pharmaceutique 9
  10. Les industriels allemands augmentent leurs investissements à l'étranger 9
  11. Inauguration de la gigafactory de véhicules électriques de Tesla 9

12. Le producteur de puces américain Wolfspeed réfléchit à son implantation en Europe.....10

- NUMERIQUE-INNOVATION 10

1. La scaleup française Malt rachète l'allemand Comatch.....10
2. Protection des données : procédure d'infraction ouverte par la Commission européenne contre l'Allemagne 10
3. Guerre en Ukraine : SAP gèle ses activités en Russie 11

CLIMAT-ENERGIE-ENVIRONNEMENT-LOGEMENT

1. Guerre en Ukraine : l'Allemagne cherche à diversifier son approvisionnement en énergie

Bien qu'ayant concédé l'embargo proposé par l'UE sur le charbon russe à compter d'août 2022, l'Allemagne rejette, à ce stade, un embargo sur le pétrole et le gaz russes et met en garde contre les graves dommages que ces mesures pourraient causer à l'économie allemande. Le gouvernement s'emploie toutefois, en coulisse, à diversifier ses sources d'approvisionnement afin de réduire sa dépendance aux énergies fossiles russes, comme en témoignent les récents déplacements du ministre de l'Economie et du Climat Robert Habeck (Verts) au Qatar pour parler GNL, en Norvège sur l'hydrogène vert puis aux Emirats Arabes Unis. Et cette stratégie porterait déjà ses fruits selon le ministre : selon un rapport d'étape rendu public le 25/03, la dépendance de l'Allemagne au charbon russe devrait passer à 25% dans les prochaines semaines, contre 50% auparavant. Concernant le pétrole russe, elle est serait le point d'être réduite à 25%, contre 35% au début de la crise. Enfin, sur le gaz, la dépendance aux importations russes était déjà passée sous la barre des 40% et pourrait presque être réduite par deux entre le début de la crise et la fin de l'année (55% initialement). Une indépendance totale du gaz russe était visée d'ici mi-2024.

2. Prix de l'énergie : nouvelles mesures de soutien aux ménages

Après une longue période de négociations marquée par fortes divergences internes à la coalition tripartite, le gouvernement a adopté un second paquet de mesures de soutien aux ménages le 24 mars, en complément d'un premier paquet présenté au début du mois. Face à la hausse des prix de l'énergie, la mise en place d'un forfait fiscalisé de 300 € pour tous les contribuables (demande du SPD), une réduction de la taxe sur les carburants à son minimum européen pendant trois mois (mais pas de rabais à la pompe comme réclamé par le FDP) et un nouveau billet de transports en commun à 9€ par mois pendant 3 mois (demande des Verts) s'imposent comme les trois mesures centrales annoncées. Le paquet comprend également des mesures de moyen-terme autour du renforcement de l'efficacité énergétique des bâtiments, du remplacement des systèmes de chauffages (pompes à chaleur, réseaux de chaleur) ou encore de l'approvisionnement énergétique (centrales à charbon en réserve).

3. Un « paquet législatif de Pâques » pour accélérer sur les énergies renouvelables

Le 6 avril, le ministre de l'Economie et du Climat Robert Habeck a présenté un « paquet de Pâques », annoncé depuis janvier dans le cadre d'un programme d'urgence sur le climat et visant à accélérer drastiquement le développement des énergies renouvelables (EnR) en Allemagne. Le paquet prévoit au total la modification de cinq lois sur l'énergie, avec au centre l'objectif phare du contrat de coalition d'atteindre 80 % d'EnR dans le mix électrique en 2030 et même 100% EnR d'ici 2035, avec en ligne de mire la neutralité climatique en 2045. Afin d'y parvenir, le paquet réhausse notamment les objectifs de développement éoliens terrestre (115 GW) et PV (215 GW), prévoit la mise à disposition de nouvelles surfaces dédiées et une refonte du mode de financement des EnR (avec notamment la suppression de la taxe EEG avancée à juillet 2022). Ce paquet fera encore l'objet d'évolutions au cours du processus législatif, souhaitées notamment par le partenaire de coalition FDP qui juge certains objectis trop ambitieux et irréalistes à ce stade. Un second paquet comprenant notamment des mesures sur le transport ou encore l'efficacité dans le bâtiment est prévu pour cet été.

4. Prévenir et mieux arbitrer les conflits d'usage entre protection de la nature et du climat

La séparation inédite des ministères en charge de la protection du climat (BMWK), dirigé par Robert Habeck, et de l'environnement (BMUV), administré par Steffi Lemke, tous deux issus des Verts, avait interrogé les observateurs sur de potentiels conflits à vanir entre protection de la nature et objectifs ambitieux concernant l'énergie. Le 4 avril, les deux ministres ont annoncé dans un communiqué commun un accord pour uniformiser les règles à ce sujet au niveau national. Désormais, les éoliennes devront respecter des distances minimales par rapport aux sites de nidification, communes à toute l'Allemagne. Les exceptions, jusqu'à présent à la discrétion des autorités, seront définies par la loi. Enfin, les zones protégées seront compatibles avec la construction de nouveaux parcs éoliens, à l'exception des zones classées Natura 2000. En parallèle, le ministère de R. Habeck a publié une déclaration similaire avec le ministère des Transports et du Numérique, faisant état d'un accord sur la question de l'éloignement des éoliennes avec les balises et les radars qui devraient permettre de libérer jusqu'à 5GW d'éolien supplémentaire dans des zones auparavant proscrites.

5. Le ministère de l'Environnement présente deux programmes d'urgence

Depuis la mise en place de la nouvelle coalition, le ministère de l'Environnement (BMUV) est désormais largement privé des questions climatiques (transférées au ministère de l'Economie et aux affaires étrangères), à l'exception de deux domaines : (i) les effets du changement climatique sur la nature (ii) et les mécanismes naturels de lutte contre le réchauffement climatique. Respectivement les 24 et 30 mars, la ministre Steffi Lemke a présenté un programme d'ampleur pour chacun de ces thèmes. Le premier, à dimension très décentralisée, doit permettre aux communes allemandes d'améliorer leur résilience face aux événements climatiques majeurs (sécheresse, pluies extrêmes…), faisant écho aux dégâts majeurs causés par les innondations dans l'ouest du pays en août 2021. Chiffré à 60 millions d'euros, ce programme comprend également l'élargissement des offres de formation et de

programmes d'études sur le sujet, ainsi que le recrutement de plus d'une centaine de « managers de l'adaptation ». Le second, annoncé à 4 milliards d'euros, a pour vocation à renforcer la biodiversité et protéger le climat par la protection et la restauration des marais, des rivières, des forêts et des sols. Entre autres, le ministère entend mettre l'accent sur la réhumidifaction des tourbières ou la renaturation des zones alluviales.

6. L'Allemagne a vu ses émissions de GES augmenter de 4,5% en 2021

Après une baisse en 2020 très fortement liée à la crise du COVID et à la baisse de l'activité économique, les émissions allemandes de gaz à effet de serre ont augmenté de 4,5% en 2021, selon l'Agence fédérale de l'Environnement (UBA). Cette hausse serait en grande partie imputable au secteur de l'énergie (+12,4%). Avec un prix du gaz élevé, le charbon, plus émetteur que le gaz naturel, a bénéficié d'un avantage comparatif conséquent dans la production d'électricité, notamment pour compenser le faible rendement des infrastructures d'énergies renouvelables (météo peu venteuse, seulement 41% de la production d'électricité en 2021, contre un objectif de 80% en 2030). Les autres secteurs ont également tous dépassés les limites d'émissions annuelles fixées par la loi : l'industrie est en hausse de 5,5%, les transports (-1,2%) et le bâtiment (-3,3%) en baisse, mais pas suffisamment pour les respecter. La baisse des émissions depuis 1990, désormais à -38,7%, s'éloigne de l'objectif gouvernemental de -65% d'ici 2030, d'autant que les émissions devraient augmenter une nouvelle fois en 2022.

7. Rapport critique de la Cour fédérale des comptes sur la politique climatique allemande

Dans un nouveau rapport spécial, la Cour fédérale des comptes (BRH) attire l'attention sur les problèmes de rentabilité et d'efficacité de la politique climatique du gouvernement fédéral. Une grande partie des mesures de politique climatique du gouvernement fédéral ne permetteraient pas de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Le rapport prend l'exemple du « Programme d'action pour la protection du climat 2020 », dans lequel 70 des 110 mesures prises entre 2014 et 2020 n'ont pas permis de réduire les émissions de GES. Actuellement, la plupart des 96 mesures du programme de protection climatique 2030 n'ont pas d'objectifs concrets en matière de réduction des gaz à effet de serre, selon la BRH. Seules 4 mesures ont une efficacité immédiate, dont l'arrêt anticipé des centrales à charbon et le développement des énergies renouvelables. Face à ce constat, la BRH appelle à un calcul uniforme et cohérent pour mesurer les économies de GES issues des programmes de soutien, ainsi qu'à l'introduction d'un « suivi climatique » dans le budget fédéral afin que les recettes et les dépenses soient systématiquement analysées en fonction de leur pertinence pour la politique climatique.

TRANSPORTS

1. Prix de l'énergie : une mesure-phare pour les transports publics de proximité

Alors que les prix de l'énergie augmentaient et que la dépendance au gaz et au charbon russes

se faisait chaque jour plus menaçante, le gouvernement a dévoilé dans son second paquet de mesures de soutien aux ménages du 24 mars une mesure-phare pour le secteur des transports. Après d'intenses tractations, les Verts ont en effet obtenu la quasi-gratuité des transports publics de proximité dans toute l'Allemagne, pour une période de 3 mois. Précisément, les usagers devront payer un ticket à 9€ par mois qui leur permettra de se déplacer via tous les transports publics de proximité. Le ticket sera valable dans toute la fédération allemande. L'objectif de cette mesure est de créer un fort report modal de la voiture vers le train qui pourrait permettre de réduire la dépendance énergétique de l'Allemagne par une baisse globale de la consommation dans le secteur des transports, jusqu'ici le secteur mauvais élève de la classe en termes de réduction des émissions de GES. La mesure, temporaire, doit débuter en juin et s'achever fin août. Le financement des services locaux de transport sera pris en charge par l'Etat fédéral qui estime le cout de la mesure à 2,5 Md€ sur trois mois. Le Bundestag et le Bundesrat doivent encore approuver la mesure, qui sera étudiée en mai.

2. 3 Md€ de subventions du Bund pour les voitures électriques en 2021

En 2021, l'État fédéral allemand a versé plus de 3 Md€ de primes à l'achat et à la location de voitures électriques. Près de 61% de cette aide (1,87 Md€) ont été alloués aux voitures purement électriques, le reste (1,2 Md€) a bénéficié aux acheteurs d'hybrides rechargeables ou de véhicules à pile à combustible (203k euros). Un peu plus de la moitié du montant de l'aide (1,7 Md€) a été consacrée pour des contrats de leasing. Parmi ceux-ci, près des deux tiers étaient des contrats commerciaux. La part des hybrides plug-in en leasing était nettement plus élevée chez les entreprises et les indépendants (environ 52%) que chez les particuliers (un peu plus de 40%). Le subventionnement des voitures plug-in hybrides est controversé en Allemagne car ces véhicules fonctionnent dans la pratique plus souvent avec le moteur à combustion en raison de leur faible autonomie électrique. Le ministère fédéral du numérique et des transports (BDMV) a d'ailleurs indiqué début avril que, outre le fait que la prime écologique (jusqu'à 9 000€ aujourd'hui pour l'achat d'un véhicule 100% électrique) serait dégressive au fil des ans, il y aurait une date butoir – non arbitrée encore – pour le subventionnement des voitures plug-in hybrides.

3. 600 M€ de subventions alloués pour des bus propres

Le ministère fédéral du numérique et des transports va consacrer environ 600 M€ pour subventionner l'acquisition de bus propres. Ainsi, selon cette nouvelle « directive pour la promotion des propulsions alternatives des bus dans le transport de personnes », environ 1 400 bus électriques, 150 bus à pile à combustible, 50 bus à caténaire et 100 bus au gaz seront subventionnés, y compris pour les infrastructures de maintenance et de recharge afférentes. Le ministre fédéral des transports V. Wissing (FDP) a indiqué que l'objectif du gouvernement est que « 50% des bus urbains circulent avec des moteurs alternatifs d'ici 2030 ». Ces 600 M€ de subventions sont notamment destinées aux sociétés de transport de Berlin, Kiel, Munich, Cologne, Brême et Esslingen. Ces entreprises avaient répondu à un premier appel

à financement l'année dernière et un deuxième appel devrait être publié lors du deuxième trimestre 2022. Dans le cadre de cette directive de financement, l'Etat fédéral prend en charge jusqu'à 80% des coûts supplémentaires par rapport aux véhicules conventionnels. Au total, environ 1,25 Md€ seront alloués jusqu'en 2024. L'Association des entreprises de transport allemandes (VDV) estime que ces financements publics viendront trop tard et réclame le déblocage de 500 M€ supplémentaires dès cette année.

4. Deutsche Bahn : un chiffre d'affaires record et des pertes limitées en 2021

La compagnie ferroviaire nationale a généré en 2021 un chiffre d'affaires record de 47,3 Md€, une augmentation de 7,3 Md€ par rapport à 2020. Le déficit, qui s'élevait à 5,7 Md€ en 2020 (en raison notamment d'une dépréciation exceptionnelle), est contenu en-dessous d'1 Md€. Le groupe est une nouvelle fois porté par sa filiale de logistique internationale Schenker qui enregistre un bénéfice d'exploitation de 1,2 Md€, tandis que les filiales de transport de voyageurs (DB Longue Distance, DB Regio et Arriva) n'ont pas retrouvé leurs niveaux d'avant-crise.

5. Inauguration de l'usine Tesla à Grünheide

La gigafactory de Tesla à Grünheide (Brandebourg) a début officiellement sa production de véhicules. L'usine a été inaugurée en présence du PDG Elon Musk, du Chancelier fédéral Olaf Scholz (SPD), du ministre fédéral de l'économie Robert Habeck (Verts) et du ministre-président du Brandebourg Dietmar Woidke (SPD). L'investissement initial s'élève à environ 5 Md€ et le Chancelier a affirmé que l'Allemagne est restée un pays industriel et que « l'Est est à la pointe de l'industrie », en citant non seulement Tesla mais aussi l'investissement prochain de Tesla à Magdebourg. R. Habeck a lui évoqué une journée particulière pour le tournant de la mobilité. Dans le même temps, des associations de défense de l'environnement protestaient contre ce mégaprojet qui mettrait selon eux à risque l'approvisionnement en eau potable dans la région.

6. Coopération entre DHL et la Deutsche Bahn pour des points de retrait dans les gares

Le groupe Deutsche Post DHL a annoncé en mars une nouvelle coopération avec la Deutsche Bahn pour étendre rapidement le réseau de points de retrait de colis dans les gares de la compagnie ferroviaire nationale. En plus des centaines déjà existantes, plus de 800 « stations de colis » seront ainsi installées à proximité des voies ferroviaires, la plupart d'entre elles devant être opérationnelles dès cette année. Un premier automate a récemment été mis en service à la gare centrale de Leipzig. Les nouvelles stations de colis seront équipées d'un emplacement spécial pour les colis réceptionnés par des personnes utilisant le train pour leurs trajets pendulaires. DHL compte actuellement environ 9 000 stations de colis dans toute l'Allemagne et en vise 11 500 fin 2022 et 15 000 fin 2023.

ENTREPRISES ET INTERNATIONAL

1. Les entreprises de plus en plus touchées par la guerre en Ukraine et les sanctions qui en découlent

Une enquête éclair de la DIHK publiée le 18 mars 2022 sur les conséquences économiques de la guerre en Ukraine montre que 78 % des entreprises allemandes se voient affectées par la guerre : 18% des entreprises allemandes citent des conséquences directes (perte de clients ou de fournisseurs) et 60% des effets indirects (hausse des prix, perturbations dans les chaînes d'approvisionnement et la logistique). Pour les entreprises industrielles, ce chiffre monte à 75%. En particulier pour les PME, la situation est aggravée par des goulets d'étranglement persistants, selon le vice-président de la DIHK, Ralf Stoffels, notamment dans l'industrie, où près de 90 % des entreprises signalent un manque de matières premières et de prestations intermédiaires (contre 66 % pour l'ensemble de l'économie). Les deux tiers des entreprises réagissent à ces contraintes via des hausses de prix sur les clients, favorisant ainsi l'inflation, ou encore via une augmentation des stocks (32 %), l'annulation ou le report d'investissements (30 %), la recherche de nouveaux fournisseurs et l'ajustement de la masse salariale (21 % dans les deux cas).

2. Le gouvernement fédéral annonce un « bouclier protecteur pour les entreprises touchées par la guerre »

Les ministres Habeck et Lindner ont présenté le 8 avril des mesures de soutien aux entreprises dans le contexte de la guerre en Ukraine. La stratégie annoncée est celle de mesures ciblées et temporaires, en particulier sur l'industrie énergétique. Deux volets sont prévus : i. des aides en trésoreries à court terme (programme de prêt kfW, poursuite des programmes garanties Bund-Länder) ; ii. des mesures pour « prévenir la détérioration de la situation économique » (subventions temporaires, programme de financement ciblé jusqu'à 100Mds€). En dernier recours, une mobilisation d'aides en fonds propres est envisagée. Les annonces faisaient état de 5 Md€ pour les subventions et prêts KfW, de 7 Md€ pour les liquidités et 100 Md€ pour le programme de financement. Le BDI a réagi avec satisfaction, le DIHK estime que la liste des secteurs ciblés est trop restrictive, de nombreux économistes critiquent le dispositif (risque d'incitation à la consommation d'énergie), tout comme le rapport de printemps des instituts économiques.

3. L'Allemagne fait face à une pénurie de matières premières

Selon une étude de l'IW, l'Allemagne est très dépendante des importations de Russie de matières premières pour l'industrie, en particulier pour le nickel (40 %), le palladium (25,3%) et le chrome (23%) et dans une moindre mesure pour le cadium (14%) et l'aluminium (9%). Selon une enquête de l'institut Ifo de septembre 2021, 90% des entreprises de l'industrie automobile, de la construction mécanique et de l'industrie électrique ont signalé des problèmes de livraison de matériaux en août 2021. Dans l'industrie chimique, la part est passée de 58,4% à 70,5%.

4. Le climat des affaires se détériore

L'indice du climat des affaires de l'Ifo a chuté de 7,7% en mars 2022 en raison de l'invasion russe. Parmi les différents secteurs, c'est dans le

commerce que le climat des affaires s'est le plus dégradé, suivi par les prestataires de service, le secteur de la construction et l'industrie manufacturière.

5. Annonce du « niveau d'alerte précoce » du plan d'urgence gazière

Le ministre de l'Economie Robert Habeck (Verts) a annoncé le « niveau d'alerte précoce » du plan d'urgence gazière le 30 mars. Avec cette annonce, Robert Habeck acte une détérioration significative de l'approvisionnement en gaz. Les industries suivantes pourraient alors être les plus affectées par une panne d'approvisionnement ou un rationnement : 1. l'industrie chimique, qui tire 45% de ses besoins en énergie du gaz naturel, une autre grande partie concerne l'électricité, également produite en partie avec du gaz (l'usine principale de BASF à Ludwigshafen est le plus grand complexe chimique du monde et le plus grand consommateur de gaz de l'industrie allemande). 2. L'industrie métallurgique : un arrêt des livraisons de gaz priverait l'industrie allemande de l'acier et de la transformation des métaux d'une grande partie de ses bases commerciales. 3. L'industrie du verre, qui regroupe 80 entreprises avec plus de 180 sites de production. Le secteur automobile serait également très touché par ces arrêts de production.

6. Malgré la guerre en Ukraine, le commerce extérieur allemand a atteint un niveau record en février

Les chiffres du commerce ont été portés par l'activité avec les États de l'UE, malgré la chute des affaires avec la Russie. Les exportations ont augmenté de 6,4% par rapport au mois précédent pour atteindre le record de 124,7 Md€, selon l'Office fédéral de la statistique. Les économistes s'attendaient à une augmentation de seulement 1,5 %, après une baisse de 3,0 % en janvier. Les importations ont également augmenté de 4,5 % et ont également atteint un niveau record de 113,1 Md€. Les entreprises et les économistes anticipent cependant les effets négatifs sur l'exportation de la guerre en l'Ukraine. Pour le président de la Fédération des industries allemandes (BDI), Siegfried Russwurm, « les perspectives économiques conjoncturelles semblent très sombres ».

7. Année record pour les entreprises cotées en bourse

Malgré la pandémie et les difficultés d'approvisionnement, les sociétés cotées en bourses ont gagné plus en 2021 que jamais auparavant, avec un bénéfice de 128,5 Mds€ nets en 2021, après 45,6 Mds€ l'année précédente. Ainsi, 28 des 40 sociétés du DAX ont gagné un milliard d'euros net ou plus, le premier étant Mercedes-Benz avec 23 Mds€, suivi de Volkswagen avec 15 Mds€ et BMW avec 12,4 Mds€. Les trois constructeurs automobiles représentent ainsi près de 40 % des bénéfices totaux, soulignant l'importance de l'industrie automobile en Allemagne. Les perspectives pour l'année en cours demeurent cependant incertaines.

8. Prise de contrôle de l'entreprise Gazprom Germania par l'Agence fédérale des réseaux

Le ministre de l'économie et du climat, Robert Habeck (verts) a annoncé la prise de contrôle

jusqu'au 30 septembre 2022 de l'entreprise Gazprom Germania, par l'Agence fédérale des réseaux. Cette décision intervient après que Gazprom ait indiqué sans préavis qu'elle « mettait fin à sa participation dans la société allemande Gazprom Germania et de tous ses actifs », qu'elle détenait à 100 %. Le ministre indiquait avoir pris connaissance de «l'acquisition indirecte » de Gazprom Germania par les sociétés russes Gazprom Business Export Services LLC "GPEBS" (à 99,9 %) et JSC Palmary (à 0,1 %) sans savoir qui se trouvait économiquement et juridiquement derrière les deux entreprises mentionnées. Or, comme l'a déclaré R. Habeck, cette acquisition ne respecte pas la loi allemande sur le Commerce extérieur, qui prévoit que toute acquisition d'infrastructure critique par un investisseur non européen doit être approuvée au préalable par le ministère de l'Economie - ce qui n'a pas été le cas. L'agence des réseaux, désignée mandataire de Gazprom Germania pour une période transitoire, aura pour mission d'agir comme le propriétaire de l'entreprise.

9. Bayer investit 2 Md€ dans un réseau de production pharmaceutique

Le groupe allemand Bayer veut renforcer son réseau de production pharmaceutique en investissant 2 Md€ au cours des trois prochaines années. Une part importante de cette somme sera consacrée à l'extension des capacités de biotechnologie - et donc au renforcement de la production de thérapies cellulaires et géniques - ainsi qu'à l'agrandissement du site de production de Berkeley, en Californie. Sur les sites de production pharmaceutique de Bergkamen, Berlin, Leverkusen, Weimar et Wuppertal, plus de 1,4 Md€ doivent être investis dans les nouvelles technologies, les nouvelles installations de production et la numérisation.

10. Les industriels allemands augmentent leurs investissements à l'étranger

Selon une enquête réalisée auprès de 2000 entreprises par l'Association des chambres de commerce et d'industrie allemandes (DIHK), les entreprises actives à l'international sont de plus en plus nombreuses à investir à l'étranger (44 %). Alors que les entreprises de taille moyenne (200 à 499 salariés) ont retrouvé leur niveau d'engagement à l'étranger d'avant la crise de 2019 (56 %), la part des grandes entreprises industrielles de plus de 1 000 salariés atteint même un nouveau record de 85 %. Les entreprises qui veulent s'engager à l'étranger en 2022 prévoient des budgets d'investissement nettement plus élevés : 39 % veulent augmenter leurs investissements à l'étranger cette année par rapport à 2021 - sensiblement plus que lors des deux années de crise précédentes (2020 : 25 % ; 2021 : 27 %), seules 11 % envisagent des réductions. Le motif central des investissements des entreprises à l'étranger demeure la mise en place et le développement de la distribution et du service après-vente, qui gagne en importance.

11. Inauguration de la gigafactory de véhicules électriques de Tesla

La gigafactory a été inaugurée le 22 mars à Grünheide (Brandebourg), près de Berlin, après deux ans de travaux. Le chancelier Olaf Scholz et le ministre de l'Economie Robert Habeck étaient présents aux côtés d'Elon Musk. L'entrée en service de cette première usine de Tesla en Europe était initialement prévue à l'été 2021.

Les retards, malgré la possibilité de commencer la construction avant l'obtention de l'autorisation environnementale, ont conduit Tesla à démarrer la production aux Etats-Unis, et, dès lors, à renoncer fin novembre 2021 à 1,14 Md€ de subventions PIIEC. L'usine a vocation à produire jusqu'à 500 000 véhicules par an et doit employer jusqu'à 12 000 personnes, pour des investissements de 5,8 Md€. Une usine de batteries sur le même site, annoncée l'année dernière par Tesla et encore en construction, doit pour sa part être la plus grande fabrique de batteries du monde.

12. Le producteur de puces américain Wolfspeed réfléchit à son implantation en Europe

Le constructeur américain Wolfspeed (ex Cree), qui produit notamment un type de puce prometteur pour l'électromobilité, a annoncé le 27 mars réfléchir à la construction d'une usine en Europe, le choix de la localisation dépendant *in fine* « des conditions de financement ». La décision pourrait intervenir courant 2022 - avec un démarrage des travaux dès 2023 et une mise en production en 2026. Le choix pourrait se porter sur l'Allemagne, forte de ses hubs industriels sectoriels et de sa politique de subventions volontariste.

NUMERIQUE-INNOVATION

1. La scaleup française Malt rachète l'allemand Comatch

La startup Malt, plateforme de freelancing française créée en 2013 et affichant aujourd'hui 340 000 consultants freelances, a annoncé début avril le rachat de la startup berlinoise Comatch. Cette dernière est une plateforme de 15 000 consultants, présente sur neuf marchés et créée en 2014. A la différence de Malt, Comatch a opté pour un positionnement premium, en attirant principalement des freelancers issus des meilleurs cabinets de conseil en stratégie ou de l'industrie. L'acquisition va accélérer le développement de Malt en Allemagne et à l'international – où Comatch réalise 50% de son chiffre d'affaires. Malt vise un chiffre d'affaires de 300 M€ en 2022 et 1 Md€ en 2024. Selon son DG, A. Fretti, Malt entend devenir « d'ici 5 à 10 ans l'Accenture du marché du freelancing au niveau intenational ».

2. Protection des données : procédure d'infraction ouverte par la Commission européenne contre l'Allemagne

La Commission européenne a fait savoir début avril qu'elle avait décidé d'ouvrir une procédure d'infraction. La République fédérale n'a pas encore communiqué à la Commission européenne les mesures qu'elle a prises pour mettre en œuvre la directive en ce qui concerne le travail de la police fédérale dans le cadre de la directive européenne sur la protection des données dans le cadre des poursuites pénales. Si l'Allemagne ne répond pas aux demandes de l'autorité, elle risque d'être poursuivie devant la Cour de justice européenne et pourrait se voir infliger une amende. La directive devait être transposée dans le droit national avant le 6 mai 2018. Elle vise à garantir le droit fondamental des citoyens à la protection des données lorsque des données à caractère personnel sont utilisées

par les autorités répressives dans le cadre d'une enquête. La directive doit notamment garantir que les données des victimes, des témoins et des suspects soient suffisamment protégées.

3. Guerre en Ukraine : SAP gèle ses activités en Russie

L'éditeur allemand de logiciels SAP, après avoir été pressé par le ministre ukrainien du numérique, M. Fedorow, de cesser ses activités avec la Russie, a finalement annoncé un arrêt de « toutes les ventes et les opérations cloud en Russie ». M. Fedorow accusait notamment SAP de soutenir la technologie militaire russe. Avant le gel des opérations, la société a proposé à ses clients russes et internationaux présents en Russie trois options : (i) faire migrer les données cloud vers des datacenters en dehors de Russie (sans pouvoir utiliser les services de cloud pendant la durée du gel), (ii) refuser le transfert de données et obtenir une copie des données et (iii) faire objection, ce qui conduirait SAP à supprimer les données du client dans les datacenters de SAP en Russie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : **www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international**

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA RELANCE
Liberté Égalité Fraternité

Responsable de la publication : Claire THIRRIOT-KWANT
Rédacteurs : Fabien BAUDELET, Emmanuel LAGRANDEUR-BOURESSY, Emilie MANCEAU-DARRIVERE, Esther GOREICHY, Antoine REBAUDIERES, Gabriel ROUX, Alexandra CHAMBERT

Pour s'abonner : berlin@dgtresor.gouv.fr
Pour se désinscrire : berlin@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : ©elxeneize